

" Un journal c'est la conscience d'une nation." Albert Camus



www.jda.ci

Journal d'Abidjan

L'hebdo

N°209 du 25 Juin au 01 Juillet 2020

RECONFIGURATION POLITIQUE
RENDEZ-VOUS MANQUÉ ?

PME AFRICAINE
FACEBOOK LANCE UNE INITIATIVE

UNIVERSITÉ
LA COVID MENACE LES COURS

LIBERTÉ

SOCIÉTÉ
CIVILE

INDE
PENDANCE

SOCIÉTÉ CIVILE

EN QUÊTE D'AUTONOMIE

GRATUIT
NE PEUT ÊTRE VENDU

Manquant de financement et influencée par les gouvernants et les partis politiques, la société civile a besoin de se redéfinir et échapper à la pression financière et politique.

Nouvelle Collection YeQAR

Choisis ta Couleur!



ÉDITO

Jeune, ta voix compte

Depuis de nombreuses années, les jeunes (18 - 25 ans) se détournent de la vie politique. Ils s'écartent de plus en plus de ce domaine, qu'ils n'estiment pas concerner leur âge. Ils manifestent leur désintéressement lors des différentes élections, où ils battent à chaque fois des records d'abstention. Expériences personnelles, manifestations, contestations, engagements associatifs et réseaux sociaux, tout nous amène pourtant à croire que les jeunes ont leurs idées et leurs convictions et sont extrêmement critiques du monde politique. Ces mouvements entraînent un constat pragmatique : malgré l'indéniable intérêt que portent les citoyens à la politique, les institutions et les élus suscitent une grande défiance chez les électeurs. Ils sont pourtant le cœur de cible des gouvernants et des hommes politiques. Mais peu d'entre eux s'intéressent aux questions politiques. Quasiment absents de la liste électorale de 2016, ils représentaient 3,9% des quelques 6 millions d'électeurs, moins de 250 000 votants. Selon le recensement général de la population de 2014, un peu plus de 2 millions d'entre eux étaient attendus. Pour la révision de la liste électorale de 2020, le constat risque d'être malheureusement encore le même. La frange de la population dont l'âge varie entre 18 et 25 ans semble accorder peu d'intérêt aux discours et aux hommes politiques. Les jeunes sont en retrait de la politique, mais cela n'est pas du désintérêt, bien au contraire. Ils souhaitent plus de démocratie et aimeraient mieux en comprendre le fonctionnement. La distance qu'ils prennent à l'égard des formes traditionnelles d'expression politique ne signifie pas forcément qu'ils se replient sur eux-mêmes. Ils n'expriment pas un rejet de ces formes traditionnelles d'engagement, mais plutôt leur méconnaissance de ces institutions. Alors, il faut mieux ouvrir le jeu politique et leur donner plus d'espaces d'expression, sans attendre les veillées électorales.

YVANN AFDAL

LE CHIFFRE

721

Le nombre de ménages sinistrés dans le district d'Abidjan du fait des pluies diluviennes qui se sont abattus ces derniers jours.

ILS ONT DIT...

- « Tant que nous continuerons, à être faibles dans nos propos, nous laisserons le jeu des puissances non coopératives se faire. Je ne veux pas dans six mois, un an, deux ans, avoir à constater que la Libye est dans la situation de la Syrie d'aujourd'hui. » **Emmanuel Macron**, président de la France, le mardi 23 juin.
- « Si hier nous avons eu le courage de dire NON au changement de constitution, aujourd'hui, nous devons dire NON à la caporalisation de la magistrature. Soyons tous prêt à marcher pour la justice. » **Moïse Katumbi**, président de la plateforme « Ensemble pour le changement » (RDC), le mercredi 24 juin.
- « Aujourd'hui neuf années après la crise post-électorale au cours de laquelle il y a eu 3000 morts, la CPI n'a même pas encore trouvé un seul auteur de ces crimes. Et ça c'est grave » **Issiaka Diaby**, président du Collectif des victimes en Côte d'Ivoire (CVCi), le mardi 23 juin.

UN JOUR UNE DATE

25 JUIN 2009 : Le chanteur américain Michael Jackson décède d'un arrêt cardiaque à Los Angeles.



L'Assemblée nationale burundaise a approuvé, mardi 23 juin, la nomination du commissaire de police général, **Alain-Guillaume Bunyoni** au poste de Premier ministre.



Le géant pharmaceutique américain, **Johnson & Johnson** a été condamné, mardi 23 juin à payer 2,1 milliards de dollars de dommages et intérêts pour la commercialisation d'un talc responsable de cancer.

LA PHOTO DE LA SEMAINE



Un tremblement de terre d'une magnitude de 7,5 a frappé dans la matinée de mardi 23 juin le sud du Mexique, sur la côte Pacifique, faisant plusieurs morts et des blessés.

SOCIÉTÉ CIVILE, QUELLE AUTONOMIE ?

Depuis quasiment toujours, les Organisations non gouvernementales (ONG) et associations se battent pour survivre. Dans cette impitoyable arène, l'arme ultime est la capacité financière. Très souvent gage de leur crédibilité, hélas, la provenance des financements de la société civile détermine également leur coloration. Que les fonds proviennent de l'international ou du national, les ONG sont redevables à ceux qui leur permettent de fonctionner. « Dis-moi qui te finance, je te dirais qui tu es ». Cette paraphrase pourrait en quelque sorte étiqueter les structures de la société civile en Côte d'Ivoire.

RAPHAËL TANO

Sujet de nombreux débats, l'indépendance de ces ONG vis-à-vis du pouvoir refait surface, dans un contexte où l'on a fort besoin d'elles aux côtés des populations, prises entre plusieurs feux : crise sanitaire, crise économique et élection présidentielle. La place de la société civile n'a jamais été autant revendiquée. Mais sa responsabilité laisse un arrière goût d'inachevé, un vide à combler. Aujourd'hui, plutôt que de les solliciter, les Ivoiriens s'interrogent. Sont-elles aussi indépendantes qu'elles le prétendent ? Jouent-elles réellement le rôle qui est le leur ?

Connotation politique Pour le Coordinateur national du Forum de la société civile de l'Afrique de l'Ouest (FOSCAO), malheureusement, ce ne sont pas les raisons qui manquent pour charger la société civile. « Quand des partis politiques sont dans l'opposition, il y a un certain nombre d'ONG qui se mettent ensemble pour dénoncer les agissements du régime en place. Et, quand ces partis accèdent au pouvoir, les ONG qui s'étaient mises ensemble pour dénoncer disparaissent étrangement. Elles ne dénoncent plus », explique Drissa Soulama. La lecture qu'il faut faire de cet exemple, d'après lui, c'est que de nombreuses organisations de la société civile sont en réalité sous la coupe de dirigeants politiques. Et donc, la plupart des actions

menées sont à connotation politique, alors que, par essence, la société civile est censée être apolitique. D'après Marius Comoé, Directeur exécutif de l'ONG Du Cœur, il appartient à ces organisations de déterminer elles-mêmes si elles veulent être dépendantes ou indépendantes du pouvoir. « Comment pouvez-vous être libre si la personne que vous êtes censée surveiller pour ses actions s'avère être celle-là même qui vous finance ? », s'interroge celui qui est également le Président du Conseil national des organisations de consommateurs de Côte d'Ivoire (CNOOC). La Côte d'Ivoire compte plus d'un milliard d'ONG, œuvrant dans tous les domaines. Rien qu'au sein de la Fédération des ONG de développement de Côte d'Ivoire (FEDOCI), on en compte 886, qui revendiquent plus d'un million de membres, selon le Président de la structure, Satigui Koné. Pour lui, le pouvoir octroyé à la société

« La société civile n'a pas la place qu'elle mérite sur l'échiquier national. »

civile détermine en quelque sorte le genre de rapport que les gouvernants désirent entretenir avec leurs populations. « Chaque pays a la société civile qu'il souhaite », résume-t-il. À l'entendre, la question du financement de la société civile déterminera son futur. « Tous les grands projets d'infrastructures ont au minimum un pan de sensibilisation des populations et un budget réservé à



Les Organisations de la société civile sont souvent accusées de travailler pour des hommes politiques.

la société civile. Où va ce budget ? L'article 26 de la nouvelle Constitution ivoirienne a expliqué ce que doit être la société civile en Côte d'Ivoire. Le Président de la République avait demandé un appui de plus 1,6 milliard de FCFA dans le PND 2016 - 2020 pour la restructurer. Que s'est-il passé ? Rien», rappelle celui qui est aussi le Président de l'Union africaine des ONG de développement (UAOD), c'est le contrôle des

Cinquième roue Pour Satigui Koné, l'état actuel de la société civile est voulu, car cela est dans l'intérêt de ceux qui tiennent les rênes du pouvoir. Une situation que comprend également le Président de la FOSCAO. « La société civile n'a pas la place qu'elle mérite sur l'échiquier national. Les seules fois où les autorités lui accordent une importance, c'est lorsqu'il des

élections pointent à l'horizon. Pour la constitution de la Commission électorale indépendante (CEI), par exemple, un certain nombre de postes ont été octroyés à la société civile. Mais cela a été fait non pas par considération, mais par simple obligation », indique le Coordinateur national de la FOSCAO, Drissa Soulama. L'une des raisons de ce manque de considération, selon le Président de l'UAOD, c'est le contrôle des

ONG par les hommes politiques. Quasiment tous les dirigeants politiques ont en leur possession des structures de la société civile, qu'ils dirigent, selon Satigui Koné. Ironiquement, certains sont devenus hommes politiques grâce à leur passage à la tête d'organisations de la société civile. « Le jour où les autorités décideront de donner à notre pays une société civile de qualité, il ne sera plus ques-



Repères

Source de financement : Plus **90%** des financements proviennent de l'extérieur.

Financement d'ONG : **1,6 milliard** de FCFA dans le PND 2016-2020.

Nombre d'ONG : plus de **5000**.

tion de créer des ONG pour les ministres ou les grandes personnalités et de sucer toute l'aide prévue pour les organisations», insiste M. Koné. Ce jour arrivera-t-il ? Toute la question est là, pour Marius Comoé. L'occasion pour le Président de l'ONG Du Cœur d'insister sur un mécanisme réaliste de financement de ces organisations. Une société civile efficace, selon lui, est une société civile autonome. Avec l'apparition de la maladie à coronavirus, les acteurs de la société civile signalent avoir vu

apparaître un véritable essaim « d'organisations de la société civile lourdement financées » sur le terrain, mais qui étaient inconnues jusque-là. Elles n'ont aucune expérience, mais ont eu en leur possession un véritable pactole pour venir au secours de la population. « Nous n'avons pas été associés au plan d'urgence, ça c'est un fait. Mais nous avons soutenu les populations avec nos moyens et ceux que nous avons obtenus de nos partenaires. Je connais particulièrement l'attachement singulier du Président de la République, Alassane Ouattara, à la question de la société civile. Et cela augmente mon étonnement face à la propension de certains de ses collaborateurs à donner à la société civile un rôle de faire-valoir ! Toute la Côte d'Ivoire connaît la FEDOCI, la CNOSCI, la CSCI, etc. Quand il y a des travaux réels, tout le monde connaît la société civile réelle. Mais, quand il s'agit de gérer de l'argent ou de bénéficier de l'appui étatique, on entend certains dire : on cherche

la société civile », charge Satigui Koné. La situation est telle, d'après lui, que plus 90% des financements de la société civile provient de l'extérieur. Et, dans ces conditions, renchérit Drissa Soulama, avoir de l'appui extérieur devient de plus en plus difficile. « Parce que les bailleurs de fonds qui vous financent reçoivent des centaines de dossiers. Vous devez présenter quelque chose de différent », explique-t-il. Si l'État ne joue plus son rôle, aux dires du Coordinateur national du FOSCAO, il appartient à la société civile d'être plus professionnelle. Cela commence par une indépendance et des actions de terrain menées efficacement. « Avec un président d'ONG qui est militant, il va s'en dire que cela va déteindre sur sa structure », souligne-t-il. « Nous avons souvent honte devant nos homologues du Burkina Faso ou du Sénégal, dont les dirigeants savent que la société civile peut être source d'emplois et de développement national », note Satigui Koné. Créé en 2016 à Yamoussoukro, dit-il, l'UAOD pourrait même perdre son siège en Côte d'Ivoire, car ce fameux siège, longtemps attendu, n'est pas encore attribué. La société civile n'a pas de ministère de tutelle et c'est l'un des problèmes auquel les acteurs sont confrontés. Au ministère de l'Intérieur, où l'on s'occupe de la constitution légale de ces structures, un proche collaborateur du ministre précise que les Organisations non gouvernementales, par principe, sont à but non lucratif. Elles sont d'intérêt public, et par conséquent, ne relèvent ni de l'État ni même des organisations internationales. Malheureusement, beaucoup viennent dans ce créneau en espérant se faire « les poches ». La seule façon d'obtenir du financement, à l'entendre, sont les apports que vous mobilisez en interne, le mécénat, les dons ou la Responsabilité sociale d'entreprise (RSE). Dans ce cas, l'État vous fait bénéficier d'allègements fiscaux. ■

3 QUESTIONS À



SATIGUI KONÉ

Président de la FEDOCI et de l'UAOD

1 Comment jugez-vous la crise sanitaire, du point de vue des ONG ?

Nous appelons au renforcement de la solidarité interafricaine après la Covid-19, car il est clair que les relations Nord - Sud vont être considérablement modifiées, en défaveur de l'Afrique. L'Afrique doit compter sur elle-même après cette crise, sinon elle devra s'attendre à des déceptions.

2 Menez-vous des actions spécifiques pour venir en aide aux populations démunies ?

Il est clair que les fermetures de frontières ont rendu les relations plus difficiles. Mais, cette semaine, nous préparons une vidéo-conférence pour permettre aux partenariats entre la société civile des pays d'Afrique de reprendre leurs droits. Certains Chefs d'États africains sont réellement au fait du rôle de la société civile. Nous allons coordonner les activités dans chaque pays pour que le continent sorte plus fort de cette crise.

3 La plupart des ONG arrivent-elles à intervenir sur le terrain sans soutien extérieur ?

Plus de 90% des financements de la société civile viennent de l'extérieur. Ce qui fait que certaines ONG sont « obligées » de répéter ce que l'on leur demande de dire sur leur propre pays ! C'est la triste réalité. Certains dirigeants souhaitent certainement voir la société civile disparaître. ■

POLITIQUES SOCIALES : QUEL IMPACT SUR LA POPULATION ?

En Côte d'Ivoire, il y a un grand gouffre entre les besoins d'ordre social et l'aide aux populations démunies. Si les ONG en ont fait leur terrain de prédilection ces dernières décennies, cette mission incombe en premier lieu à l'État.

RAPHAËL TANO



Les plans d'aide en faveur des populations démunies n'arrivent pas parfois à destination.

Le Programme social du gouvernement 2019 - 2020, initié il y a quelques mois, est un exemple de plan d'aide à la population. Fournir aux Ivoiriens des services de santé efficaces, faciliter l'accès et le maintien des enfants à l'école, favoriser l'accès à un coût abordable des populations aux services essentiels, tels que le logement, l'énergie, l'eau potable et le transport. Enfin, améliorer

l'employabilité, ainsi que l'accès à un emploi décent et stable, pour les jeunes et les femmes. Pour être plus précis, le PS - Gouv 2019 - 2020 se décline en 156 actions, avec 12 projets phares.

Difficultés À terme, il s'agit pour le gouvernement, avec ce programme d'un coût global de 727,5 milliards de francs CFA, de parvenir à une croissance économique qui génère un bien-être so-

cial des populations, avec un service public accessible, efficace et de qualité. « Ce genre d'initiatives a été multiplié ces dernières années. La création du Fonds d'appui aux femmes de Côte d'Ivoire (FAFCI) a permis aujourd'hui d'aider des dizaines de milliers de femmes à sortir de la pauvreté. La gratuité ciblée pour aider les plus démunis à se soigner, sans oublier le Fonds d'appui aux jeunes, afin d'encourager l'entrepre-

nariat. Des projets ont été initiés, permettant aux jeunes d'acquérir des taxi-compteurs, etc. Pendant cette période de coronavirus, le gouvernement n'a pas lésiné sur les moyens. Plus de 1 700 milliards ont été décaissés pour aider la population. En termes de politique sociale, l'État assure », énumère un haut cadre du ministère de l'Emploi et de la protection sociale. Ces différents projets ont-ils eu de l'impact sur la population ? Pour Marius Comoé, Président du Conseil national des organisations de consommateurs (CNOCC), pas vraiment. « La gratuité ciblée a été sabotée, parce qu'on n'a pas mis les moyens pour l'appliquer. La mise en œuvre de la CMU connaît quelques balbutiements. Quant aux plans de financement, la traçabilité des aides pose problème. Les personnes qui sont censées bénéficier des aides ne les reçoivent pas. Tant qu'il n'y aura pas de transparence dans nos politiques sociales, elles n'auront pas d'effets », note-t-il. Un avis partagé par plusieurs acteurs de la société civile, qui dénoncent leur mise à l'écart dans les décisions et l'application des mesures qui devraient permettre l'amélioration des conditions de vies des Ivoiriens, comme annoncé par les pouvoirs publics. ■

LE DÉBAT

La société civile ivoirienne est-elle contrôlée par les politiques ?



KINDO OSSEINI
COMMUNICATEUR

La société civile est manipulée par les hommes politiques. D'ailleurs c'est aussi le cas de plusieurs structures censées agir indépendamment. Nos dirigeants politiques sont souvent issus eux-mêmes des organisations de la société civile. Et il n'est pas rare de voir des leaders de la société civile à des réunions politiques. De plus, ces organisations sont à but non lucratif. A un moment ou l'autre, elles ont besoin de financement, rien que pour faire face aux charges fixes. Ceux qu'on appelle mécènes ne sont pas tombés du ciel. Ils ont des aspirations politiques. Donc, il est très difficile pour la société civile dans les pays africains, de vivre sans l'aide des politiques.



ALI BAMBA
AGENT DE MAIRIE

La société civile n'est pas contrôlée par les hommes politiques. Les personnes qui la composent sont des êtres humains. Il peut arriver que certains aient des affiliations politiques. Ce n'est pas un crime. Mais quand c'est le cas, ils arrivent à se départir des mentaux politiques et à traiter les problèmes avec un œil indépendant et une conscience loin de toutes influences. Le principal problème de la société civile reste le financement. Les structures qui ne disposent pas de moyens sont obligées de se limiter à de simples actions de condamnation. Mais cela n'est pas un frein à la dextérité des membres des ONG qui sauvent bien de situation.

RACONTEZ-NOUS VOS HISTOIRES TELLES QUE VOUS LES VOYEZ

Si vous souhaitez voir votre travail Photographique publié dans le Magazine Point Focal, voici comment nous envoyer vos images:

Faites une sélection d'images (Jusqu'à 10 images au total) avec toutes les informations sur les réglages, l'appareil photo et l'objectif utilisés, un récit et votre photo personnelle à contact@pointfocal-mag.com



www.pointfocal-mag.com

focal

RECONFIGURATION POLITIQUE : RENDEZ-VOUS MANQUÉ ?

L'élection présidentielle d'octobre 2020 devait tourner la page de près de 20 ans de présence politique de trois grands leaders, Alassane Ouattara, Henri Konan Bédié et Laurent Gbagbo. Mais les choses s'annoncent autrement.

ANGE STÉPHANIE DJANGONE



La nouvelle génération s'impatiente.

La page des trois grands leaders qui crispent la vie politique ivoirienne depuis 1993 ne sera pas tournée de sitôt. Même s'il s'est retiré de la course présidentielle, le Président de la République, Alassane Ouattara est encore très présent dans le jeu politique. Encore

Bédié pourrait bien ramer au-devant de la scène. Les anciens adversaires ou alliés évoluant dans un espace politique qui attend depuis longtemps un passage de flambeau.

Génération sacrifiée ? Le tableau qui se dessinait met-

« La politique ivoirienne n'a pas évolué d'un iota depuis plus de vingt ans. »

dans ses ennuis judiciaires, Laurent Gbagbo n'a pas renoncé à sa volonté de jouer un rôle principal dans la vie de son parti et dans la reconquête du pouvoir. Seul en lice pour la présidence actuellement, Henri Konan

tait tantôt face à face, tantôt côte à côte des personnalités politiques comme Amadou Gon Coulibaly, Pascal Affi N'Guessan, Jean-Louis Billon, Hamed Bakayoko, Guillaume Soro, etc. Présents depuis une vingtaine

d'années pour la plupart près de leurs leaders, certains d'entre eux seront encore obligés de jouer les seconds rôles, alors qu'ils se positionnaient comme des héritiers putatifs. Mais les « trois grands » semblent n'avoir pas encore « vidé leurs contentieux ». La nouvelle génération devra attendre et continuer à mener le combat pour ses leaders. Même s'ils tentent de s'affranchir, Affi N'Guessan et Guillaume Soro sont encore les otages d'un système dans lequel ils ont fait leurs armes et qu'ils ont contribué à renforcer dans l'estime de l'électorat ivoirien, qui a du mal à s'en défaire. 2020 ne sera plus l'année de la reconfiguration politique telle qu'attendue, mais plutôt un remake de 2010 et donc « une prolongation de la crise », craint un diplomate. « La politique ivoirienne n'a pas évolué d'un iota depuis plus de vingt ans. Nous avons des acteurs qui changent juste de rôle et des partisans pris en otages avec leur propre complicité », lance Firmin Kassi, sociologue. Selon lui, il faudra attendre encore bien longtemps avant de parler d'une reconfiguration politique et surtout d'un changement radical au niveau des alliances et du combat que se mènent le RHDP, le PDCI et le FPI, sous les yeux impuissants d'autres partis, qui ont du mal à se frayer un chemin et à faire entendre leur voix. ■

EN BREF

CEI : LE PDCI NÉGOCIE SON ENTRÉE

Après avoir refusé un fauteuil au sein de la Commission électorale indépendante (CEI) le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) envisage réviser sa position. Après avoir accordé une audience au président de cette commission, Henri Konan Bédié, de source proche du PDCI n'est plus opposé à occuper cette place. « Le parti attend la décision de la cour africaine. Mais quelque que soit la décision, le PDCI qui ne veut plus pratiquer la politique de la chaise vide, devrait désigner un représentant pour siéger à la CEI » confie un proche collaborateur du secrétaire exécutif Maurice Kacou Guikahué. Mais son allié d'Ensemble pour la démocratie et la souveraineté (EDS) pourrait voir les choses sous un mauvais œil et se sentir floué. « Nous saurons nous entendre » lance notre source. Malgré ce retour au sein de la commission centrale, il n'est pas évident que le PDCI compte des représentants dans les commissions locales dont les élections se sont tenues en avril. Mais le PDCI aura en droit de regard sur les commissions locales selon un mécanisme interne à l'organe électoral. ■

Y.A

FPI Affi bientôt en campagne

À un peu plus de trois mois de l'élection présidentielle, le Front populaire ivoirien (FPI), pas encore réconcilié, se cherche un candidat. S'il ne cache pas sa volonté de se présenter, Pascal Affi N'Guessan garde toutefois un œil sur la suite du procès de Laurent Gbagbo. La candidature de ce dernier étant compromise, le Président du FPI travaille à

mettre sur pied une équipe de campagne pour la présidentielle d'octobre prochain. Largué en plein vol par Laurent Gbagbo et Henri Konan Bédié, il cherche désormais un soutien de taille au sein de sa famille politique. Après avoir multiplié les appels de pied en direction de Simone Gbagbo, il a pu communiquer pour la première fois depuis sa libération avec cette dernière.

Au menu des échanges, l'avenir du FPI, qu'il souhaite conduire et remobiliser pour la présidentielle d'octobre. Les deux personnalités du FPI, malgré leurs divergences, partagent le fait d'être mises à l'écart par Laurent Gbagbo dans son ambition de reprendre le contrôle de son parti. Enclines qu'elles sont à une recomposition du parti pour les futures batailles, leur avenir poli-

tique est intimement lié au rôle que Laurent Gbagbo souhaite jouer au FPI. Mais Affi N'Guessan ne devrait pas attendre la fin du procès à La Haye pour annoncer sa candidature. Après le RHDP et le PDCI, il souhaite que le FPI puisse le désigner comme candidat avant fin juillet. Annoncé depuis peu, le congrès en vue de réunifier le parti semble avoir été renvoyé aux calendes grecques. ■



ANTOINE KONAN N'DRI D'un camp à l'autre

YVANN AFDAL

Militant de l'UDPCI, Antoine Konan N'dri a posé ses valises au PDCI le 22 juin, après un passage au RHDP. Élu sous une bannière indépendante, il se présente comme le premier cadre du Grand centre qui quitte le RHDP pour le PDCI.

Jusqu'à-là, les observateurs de la scène politique était habitués aux départs de cadres ou élus de l'opposition vers le Rassemblement des houphouëtistes pour la paix et la démocratie (RHDP). Quelques rares ont fait mouvement dans le sens inverse. Premier du genre dans un bastion favorable au Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), le départ de Konan N'dri du RHDP sonne pour les militants du PDCI comme le premier pas d'une longue série de retours ou d'arrivées de cadres au sein de cette formation afin de booster la campagne d'Henri Konan Bédié.

Transhumance « Je me reconnais aujourd'hui militant du PDCI. Antérieurement, j'étais militant de l'Union pour la démocratie et la paix (UDPC). J'ai été élu dans la circonscription électorale de Toumodi en candidature indépendante ». Lorsqu'il lançait ces propos le 23 juin dernier, Antoine Konan N'dri avait la veille rencontré Henri Konan Bédié afin de lui porter la nouvelle de son ralliement. Ce retour dans ce qu'il appelle sa « famille naturelle » se fait au détriment de son parti, l'UDPCI, qui depuis les hésitations de son Président, Albert Mabri Toikeusse, a perdu plusieurs militants et cadres, écartelés désormais entre RHDP et UDPCI. Ce médecin, la cinquantaine montante, député de Toumodi sous-préfecture et membre de la Commission des affaires sociales et culturelles (CASC) du Parlement, était parvenu à mettre à ses pieds RHDP et PDCI en 2018, lors des élections législatives. 6 candidats, dont 4 indépendants, étaient pourtant en lice pour briguer le siège. Exploit qu'il n'a pas pu réaliser une seconde fois, toujours en 2018, lors des élections municipales. Il n'avait récolté qu'un peu plus de 8% des suffrages exprimés, se classant loin derrière le PDCI et le RHDP. Même s'il n'est pas une grande figure du PDCI, dans une région du centre dominé par ce parti, il est clair qu'il compte tout de même des sympathisants au sein de l'électorat de la ville de Toumodi, qui pourrait basculer avec lui au PDCI. « Le plus grand perdant de l'histoire, c'est l'UDPCI, qui perd un élu au Parlement et une base en plein pays baoulé. Le RHDP, qui se sait minoritaire dans la zone, et pour lequel Antoine Konan N'dri jouait un second rôle (Coordinateur associé), compte en réalité sur d'autres gros bonnets, dont Arthur Alloco et la ministre Raymonde Goudou », explique Norbert Kouassi, un cadre de la région. ■

Journal d'Abidjan
L'hebdo
Tous les jeudis

RECONFIGURATION POLITIQUE ?

LES RAISONS DE LA COLÈRE

HEBDO GRATUIT EN LIBRE-SERVICE

DISPONIBLE À ABIDJAN :

DANS LES MEILLEURS RESTAURANTS

- LA CROISSETTE
- CHEZ GEORGES
- LE GRAND LARGE
- 37°2
- ABOUSSOUAN
- CASE D'EBENE
- HIPPOPOTAMUS
- ETC.

COLPORTAGE À L'ENTRÉE DES GRANDS CENTRES COMMERCIAUX

- CAP SUD
- PLAYCE
- CAP NORD
- PRIMA
- SOCOCE
- LEADER PRICE RIVIERA GOLF
- HAYAT 2-PLATEAUX

DANS LES PLUS GRANDES CLINIQUES

- PISAM
- GROUPE MEDICAL DU PLATEAU
- POLYCLINIQUE DE L'INDENIE
- POLYCLINIQUE DES 2 PLATEAUX
- ETC.

DANS LES GRANDS HÔTELS

- SOFITEL HÔTEL IVOIRE
- RADISSON BLU
- GOLF HOTEL
- IVOTEL
- ETC.

TEL : 22 01 99 99

FACEBOOK SOUTIENT LES PME AFRICAINES

Le réseau social Facebook a décidé de soutenir les Petites et moyennes entreprises (PME) africaines pour faire face à la pandémie de la Covid-19. Un soutien de taille, qui apportera de l'air aux PME du continent.

YVANN AFDAL



Les PME sont les plus sinistrées de la crise sanitaire.

Ces programmes, disponibles virtuellement depuis le 23 juin 2020, comprendront des sessions de webinaires en direct de 90 minutes, dirigées par un instructeur, avec des présentations, des démonstrations, des conférences et des discussions.

Second souffle La plateforme vise à équiper les petites entreprises de compétences en marketing numérique, pour les aider à maintenir leur activité, se connecter et acquérir de nouveaux clients, afin de survivre aux défis présentés par le coronavirus. Tous les programmes d'impact écono-

mique seront accessibles virtuellement. Ces offres de Facebook comprennent Boost Avec Facebook, actuellement mis en œuvre dans 11 pays africains et qui cible plus de 41 000 petites entreprises, She Means Business, disponible au Nigeria, en Afrique du Sud et au Sénégal, qui touche 7 500 participantes, Digify Pro, proposé au Nigeria, au Kenya et en Afrique du Sud, qui compte 230 participants, et le programme Aspiring Entrepreneurs, qui compte 360 participants au Nigeria.

Dans le cadre de ces programmes se tiendront également des sessions Facebook

/ Instagram Live qui mettront en lumière des dirigeants d'entreprises, des entrepreneurs et de jeunes pousses qui animeront des séminaires et des conférences sur divers sujets, les formateurs proposant également des « heures de bureau » pour répondre aux questions posées par les participants. Phil Oduor, responsable des programmes pour l'impact économique et l'alphabétisation numérique chez Facebook, a affirmé « nous savons que les entreprises de tout le continent, en particulier les petites entreprises, sont confrontées à des défis inattendus. Ces programmes, spécialement conçus pour elles, fourniront un soutien et des conseils indispensables aux PME qui cherchent à établir et à développer leurs entreprises ». Dans le sillage de la Covid-19, une violente crise économique menace l'ensemble des pays touchés. L'impact des décisions prises pour limiter la propagation du virus se répercute en effet sévèrement sur les économies locales. 9En Afrique, des pans entiers de l'économie sont actuellement à l'arrêt et les PME, qui représentent à elles seules 60% des emplois formels, font face à d'importantes difficultés de trésorerie. ■

EN BREF

BUHARI TACLE OUARTARA

Dans une série de tweet, le Président Nigérian Mohammed Buhari a dénoncé « la démarche » de son homologue ivoirien dans le passage de la monnaie du FCFA à l'Eco. « Cela me donne un sentiment de malaise que la zone UEMOA souhaite reprendre l'Eco en remplacement de son Franc CFA avant les autres Etats membres de la CEDEAO. Il est inquiétant qu'un peuple avec lequel nous souhaitons nous associer prenne des mesures importantes sans nous faire confiance pour la discussion » a-t-il lancé le mardi 23 juin. En critiquant publiquement la décision de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa) de rebaptiser le franc CFA « eco » le Nigérian, réputé pour son penchant envers une monnaie souveraine, tance Abidjan et lance de façon tacite une pierre dans le jardin des pays francophones membres de la CEDEAO. La bataille de leadership qui oppose la Côte d'Ivoire au Nigeria prend ainsi un nouveau virage même si du côté d'Alassane Ouattara, c'est pour le moment le silence. Les relations entre les deux pays ont souvent été conflictuelles depuis la guerre du Biafra, à la fin des années 1960. ■

Finance islamique La Côte d'Ivoire va rembourser sa dette

L'État de Côte d'Ivoire, à travers le Trésor public, va procéder à partir du dimanche 28 juin au paiement de la marge semestrielle et au remboursement partiel de son emprunt islamique, dénommé « Sukuk État de Côte d'Ivoire 5,75% 2015 - 2020 », pour un montant global net d'impôts de 23,815 milliards d'euros, soit 15,876 milliards de francs CFA. Durant la période du 20

novembre au 21 décembre 2015, la Côte d'Ivoire avait levé sur le marché financier de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), par appel public à l'épargne, un montant de 150 milliards de francs CFA, soit 225 millions d'euros, adossés à des actifs compatibles avec les principes de la finance islamique. Selon le gouvernement ivoirien, ce montant était destiné

au financement de projets de développement économique et social. Cette opération avait été menée en collaboration avec la Société islamique pour le développement du secteur privé (SID), en sa qualité d'arrangeur principal. Elle a été un franc succès, avec 15 millions de titres souscrits aussi bien par des institutionnels et des sociétés que par des personnes physiques. Le prix

d'une obligation islamique était de 10 000 francs CFA, avec une date de jouissance des titres fixée au 28 décembre 2015. La marge de profit annuel, qui remplace l'intérêt classique, prohibé par la charia, était fixée à 5,75% et payable semestriellement. L'émetteur, la Côte d'Ivoire, a jusqu'ici respecté l'ensemble de ses engagements vis-à-vis des investisseurs. ■

ANTHONY NIAMKE

Lassina Fofana Une ascension fulgurante

À la tête de la Caisse des dépôts et consignation de Côte d'Ivoire (CDC-CI) depuis 2019, Lassina Fofana a une longue expérience dans le domaine financier. Avec un parcours professionnel riche, le natif d'Abengourou est un exemple d'abnégation au travail.

ANTHONY NIAMKE

Depuis le 6 février 2019, Lassina Fofana est le Directeur général de la Caisse des dépôts et de consignation de Côte d'Ivoire (CDC-CI), établissement public à caractère financier, avec pour mission de mobiliser des ressources plus importantes pour le financement et la transformation structurelle de l'économie du pays. Le 20 mars 2019, il s'est engagé, par sa prestation de serment, à défendre l'autonomie de l'établissement, maintenir l'inviolabilité des fonds dont la garde lui est confiée, assurer la sécurité, la liquidité, la rentabilité et représenter la Caisse des Dépôts et Consignations de Côte d'Ivoire dans les actes de la vie civile avec honneur, intégrité, dévouement et probité. S'appuyant sur ses capacités

managériales, sa longue expérience du secteur financier ivoirien et son riche parcours professionnel, M. Fofana entend atteindre ses objectifs et aider à la construction de l'économie ivoirienne.

Professionnel dans l'âme

Titulaire d'un Diplôme d'études approfondies (DEA) en socio économie du développement, option Tiers monde de l'Université des Sciences et techniques de Lille (France), Lassina Fofana est administrateur général des services financiers, diplômé du cycle supérieur de l'École nationale d'administration (ENA) d'Abidjan, section économique et financière, option Trésor. Avant d'être à la CDC-CI, il a occupé plusieurs fonctions dans l'administration finan-



M. Lassina Fofana a de nouveaux défis à relever au sein de la CDC-CI.

cière publique et gravi les échelons. Fondé de pouvoir, receveur percepteur, inspecteur vérificateur principal à l'Inspection générale du Trésor, agent comptable de la Dette publique, Conseiller technique du Directeur général du Trésor public en charge des questions liées à la démarche qualité, Directeur de la Qualité et de la nor-

malisation du Trésor Public, sont autant de fonctions et d'expériences qui ont joué en sa faveur lors de sa nomination au poste de Directeur général adjoint du Trésor et de la comptabilité Publique de 2011 à 2018. Désormais premier responsable de la CDC-CI, Lassina Fofana a les yeux tournés vers de nouvelles perspectives. ■

REGIE DE COMMUNICATION DIGITALE
le Digital évolue, Nous aussi...

Publicité en ligne
Création graphique
Articles sponsorisés

Publi reportage
Communiqué
Campagne Multicanal

News, Actualités
Appel d'offres
Vidéos

UNIVERSITÉ: LA COVID-19 MENACE LES COURS

Alors que les examens de fin d'année se déroulent au primaire et au secondaire, le supérieur a du mal à suivre. Selon le Professeur N'Guessan Kouamé, Secrétaire du Comité de suivi de réunification de la CNEC, il faut fournir plus d'efforts.

PROPOS RECUEILLIS PAR RAPHAËL TANOHO



PR N'Guessan Kouamé salut la réunification de la CNEC.

Qu'est-ce qui a facilité la réunification de la CNEC ? La solidarité. Aujourd'hui, nous avons l'unité à la CNEC. Toutes les décisions sont prises par un bureau réunifié. Cette réunification arrive parce que nous nous sommes rendus compte que divisés nos actions ne portaient pas. La CNEC regroupe 70% des enseignants des universités publiques. Quand nous ne sommes pas ensemble, nos revendications traînent. C'est au vu de cela que les anciens, notamment le Pr Flavien Traoré, ainsi que le jeune frère Pr Johnson Kouassi et moi, avons décidé de nous mettre ensemble.

Quelle est la situation dans les universités ?

Toutes les structures universitaires avaient repris les cours. Seule l'École normale supérieure (ENS) avait arrêté. L'argument avancé était que 70% des cours avaient été faits. Or, les étudiants n'ont pas été encadrés comme il se le devait. Ensuite,

« À l'Université Alassane Ouattara, il y a eu 5 personnes contaminées à la Covid-19, 4 étudiants et 1 enseignant. »

à l'Université Alassane Ouattara, il y a eu 5 personnes contaminées à la Covid-19, 4 étudiants et 1 enseignant. Il a donc été décidé de suspendre les cours. On a estimé qu'il faut d'abord dépister toutes les personnes, enseignants, étudiants, personnel administratif, avant de faire cours. L'université a donc un

mois pour dépister près de 700 enseignants et 20 000 étudiants.

Qu'en est-il des universités d'Abidjan ?

À Abidjan, il n'y a pas eu de test avant de reprendre les cours. Jusque-là, ce sont les mesures barrières qui sont appliquées. Malheureusement, le 16 juin dernier, à l'Université Nangui Abrogoua d'Abobo-Adjamé, les cours ont été suspendus parce qu'un étudiant a été dépisté positif. À l'Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody, les cours se poursuivent. Mais on pourrait être confronté à ce problème un jour. Nous disons qu'il faut prendre des dispositions dès maintenant.

Les conditions de travail vous conviennent-elles ?

Pas forcément. Mais il faut terminer les programmes. Il y a trop de retard accumulé. Dans certaines UFR, l'année 2019 - 2020 n'a même pas encore débuté.

Est-il possible de finir l'année ? On verra. Avec les cours en ligne c'est possible. Il s'agit maintenant de former les enseignants. Et de régler le problème de connexion Internet. Nous souhaitons que chaque enseignant ait un ordinateur portable. Comme cela, on pourra travailler par vidéoconférence. ■

EN BREF

LUTTE CONTRE LA COVID-19 : GRAND-BASSAM A SON CENTRE DE DÉPISTAGE

Le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, Dr Eugène Aka Aouélé, a procédé mardi 23 juin à l'ouverture officielle du centre médical d'accueil et de dépistage de la maladie à coronavirus, Covid 19, à Grand-Bassam. Comme les autres centres du pays, le centre de Grand-Bassam accueillera les populations pour le dépistage volontaire du virus Covid 19. Selon le ministre, le nombre de cas positifs croissant est dû au non-respect des mesures barrières de protection, mais surtout à la pluralité des centres de dépistage ouverts à Abidjan et à l'intérieur du pays. Il a donc appelé les populations de Grand-Bassam à se conformer aux prescriptions de l'Etat pour rompre avec la chaîne de propagation du virus. Au cours de cette ouverture, une trentaine de volontaires ont été dépistés.

DES DISPOSITIONS SÉCURITAIRES PRISES POUR PASSER À TOUTES ACTIVITÉS TERRORISTES SUPPOSÉES DE FAUX MENDIANTS

Le commissaire général de la Police nationale, Charlemagne Bleu, a assuré, mardi 23 juin au cours du point presse quotidien du gouvernement sur la maladie du Covid-19, les populations des dispositions sécuritaires prises pour contrecarrer toutes activités terroristes supposées de « faux mendiants. » Face aux allégations propagées par des individus sur la présence de personnes aux projets subversifs en Côte d'Ivoire, se faisant passer pour des mendiants dans les rues d'Abidjan, le porte-parole de la Police nationale a assuré que des enquêtes étaient en cours pour démêler le vrai du faux. « Nous en sommes saisis et je tiens à rassurer les populations que vos forces de défense et de sécurité sont en alerte », a-t-il déclaré. Pour lui, les états-majors des armées ivoiriennes œuvrent avec efficacité et abnégation à la sécurité des populations. ■

LIBYE : L'ÉTAU SE RESSERRE UN PEU PLUS

Le Secrétaire général de la Ligue arabe, Ahmed Aboul Gheit, a redit le mardi 23 juin son opposition à toute intervention militaire étrangère en Libye, alors que l'Égypte menace d'y envoyer son armée.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA



Le Secrétaire général de la Ligue arabe Ahmed Aboul Gheit reste sur la sellette.

Lors d'un sommet extraordinaire par visioconférence des ministres des Affaires étrangères de la Ligue, convoqué par l'Égypte, Aboul Gheit a souligné qu'aucune option militaire ne saurait ramener la paix et la stabilité dans ce pays en guerre ou apporter la victoire à aucun des camps. À ses yeux, elle en briserait même l'unité. Le principal objectif de ce sommet était de trouver les moyens de « faire cesser les combats, réduire l'escalade militaire sur le terrain, parvenir à une trêve immédiate sur toutes les lignes de front, particulièrement autour de Syrte ». Le Président égyptien Abdel Fattah al-Sissi avait déclaré le 20 juin que son pays avait

« le droit légitime d'intervenir dans le pays voisin pour y restaurer la sécurité et la stabilité ». Réagissant au discours du Président Al Sissi, le gouvernement d'union nationale de la Libye (GNA) a dénoncé toute intervention directe de l'Égypte. « Nous rejetons fermement les propos du président égyptien, que nous considérons comme (...) une ingérence dans les affaires internes et une menace grave pour la sécurité nationale de la Libye », a déclaré Mohamad Amari Zayed, membre du Conseil présidentiel du GNA.

Internationalisation du conflit Dans sa volonté d'intervenir en Libye, le pré-

sident égyptien peut compter sur le soutien de certains pays du Golfe. Quelques heures après son annonce, les Émirats arabes unis ont affirmé être « aux côtés de l'Égypte pour toutes les mesures qu'elle prend pour assurer la sécurité et la stabilité » face au conflit en Libye. Dans la foulée, le ministère saoudien des Affaires étrangères a lui aussi manifesté son « soutien à l'Égypte quant à son droit à défendre ses frontières et son peuple contre l'extrémisme, les milices terroristes et leurs soutiens dans la région ». Lors d'une conversation téléphonique, le 22 juin, le Président américain Donald Trump et son homologue français Emmanuel Macron sont convenus de la nécessité urgente d'instaurer un cessez-le-feu en Libye, ainsi que de reprendre rapidement les négociations entre les parties libyennes, a déclaré la Maison Blanche dans un communiqué. Mais, auparavant, la Turquie, qui combat aux côtés du GNA, avait affirmé que l'instauration d'un cessez-le-feu durable en Libye passerait par le retrait des forces de Khalifa Haftar de la ville stratégique de Syrte. ■

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

ALLEMAGNE : NON AUX GROUPOUSCULES NÉONAZIS

L'Allemagne a interdit le 23 juin un groupuscule néonazi qui se présentait comme nostalgique d'Adolf Hitler. « L'extrémisme de droite et l'antisémitisme n'ont pas non plus leur place sur Internet », a assuré le porte-parole du ministère de l'Intérieur allemand. La police a perquisitionné plusieurs endroits identifiés comme étant rattachés au groupuscule, baptisé « Nordadler » (Aigle du nord). Selon les médias allemands, ce groupuscule utilisait les symboles et le langage du Troisième Reich et avait pour projet d'établir une communauté néonazie dans la campagne allemande. C'est la troisième fois depuis le début de l'année que le ministère de l'Intérieur interdit un groupuscule d'extrême droite, après deux interdictions en janvier et en mars. L'Allemagne a érigé au premier rang des menaces le terrorisme d'extrême droite après plusieurs attentats ces derniers mois, en particulier contre une synagogue à Halle en octobre 2019 et contre un bar à chicha en février 2020. Les sympathisants de « Nordadler » avaient d'ailleurs, via la messagerie Telegram, exprimé leur sympathie envers l'auteur de l'attentat contre la synagogue de Halle. ■

O.O

ÉCHOS DES RÉGIONS

DAOUKRO : DES ÉCOLES ISLAMiques SERONT INTÉGRÉES DANS LE SYSTÈME ÉDUCATIF FORMEL

Un comité de pilotage du processus d'intégration des écoles islamiques dans le système éducatif formel a été installé, mardi 23 juin à Daoukro (région du Iffou). « Il s'agit d'un organe qui va vous permettre dans la région de prendre en compte tous les enfants qui sont dans les structures islamiques d'éducation afin que ceux-ci puissent bénéficier de l'éducation formelle pour être compétitifs au même titre que leurs amis des mêmes écoles sur l'échiquier national et cela à tous les niveaux », a indiqué le coordonnateur national du programme de coopération Côte d'Ivoire-Unicef, Mme Léontine Zagba. Le préfet de Daoukro, Julie Sonoh Aka, a exhorté les membres du comité régional pour l'intégration des structures islamiques à la prise en compte de tous les enfants du Iffou. « Nous avons une grande mission, nous devons tout faire pour que tous les enfants qui sont en dehors du circuit scolaire formel, notamment les enfants des écoles islamiques, puissent intégrer l'école d'éducation formelle. En plus de cela, nous devons vérifier si le programme formel est conforme et exécuté dans les écoles de confession islamique », a dit le préfet. ■

Niger Deux réseaux de trafic de drogue démantelés

L'Office central de répression du trafic illicite de stupéfiants (OCTRIS) du Niger a annoncé mardi 23 juin avoir démantelé deux réseaux de trafic de drogue. Plusieurs suspects, tous de nationalité nigérienne, ont été arrêtés et les autorités ont saisi 82,5 kilos de cannabis, 4 000 comprimés de tramadol et de deux véhicules. Selon la commissaire de police Nana Aïchatou Ousmane Bako, citée par Xinhua, « les deux réseaux se connaissent bien et opèrent tous dans la ville de Niamey. Les drogues saisies dans les deux cas proviennent d'un même pays et ont suivi le même itinéraire jusqu'à Niamey, où une partie est destinée à la consommation locale et le reste dis-

patché dans les autres villes du Niger et dans certains pays du Maghreb ». « Les réseaux ont un caractère transnational, qui s'étend entre certains pays côtiers, le Niger et une partie du Maghreb », a-t-elle ajouté. Ces saisies, auxquelles s'ajoutent plusieurs autres effectuées début juin par l'OCTRIS, plus de 20 640 comprimés de ryvotril et 11 849 de diazépam, dans la région de Dosso (sud-ouest) et 4 500 comprimés de diazépam dans celle de Diffa (est), « dénotent de l'ampleur du trafic de drogue au Niger, malgré un léger ralentissement » dû à l'épidémie du nouveau coronavirus, a déploré Mme Bako. ■

B.S.H.

FOOTBALL AFRICAIN : QUAND ESPOIR ET DOUTE SE RELAIENT

Alors que les différents championnats d'Europe reprennent petit à petit, en Afrique le football est toujours à l'arrêt et la reprise des championnats continue de se conjuguer au temps « incertain ».

ANTHONY NIAMKE



Chaque pays d'Afrique joue la carte de la prudence à propos de son championnat de football.

Les différents championnats nationaux, suspendus depuis trois mois, attendent toujours une autorisation de leur gouvernement pour redémarrer. Malgré la flambée de la Covid-19, certains ont décidé de rejouer, là où d'autres ont opté pour l'annulation, certains gardant encore l'espoir que tout rentrera dans l'ordre d'ici peu.

Chacun pour soi La Tanzanie et le Burun-

di sont les seuls pays d'Afrique de l'Est à avoir repris leurs championnats. Le Burundi rejoue au ballon depuis le 21 mai et la Tanzanie depuis le 13 juin dernier. À côté, dans certains pays, les dirigeants sont encore hésitants. En Afrique du Sud, les mesures prises par le gouvernement rendent difficile un redémarrage de la saison, même si la reprise des entraînements a été autorisée.

En Algérie, on est d'accord pour une reprise, mais le retour sur les pelouses se fera progressivement après le déconfinement. Au Bénin, les autorités jouent la carte de la prudence et se donnent encore du temps. Au Ghana, les pourparlers se poursuivent, mais la fédération a fixé le 30 juin comme dernier délai pour se prononcer sur la suite. À Djibouti, priorité a été donnée au dépistage. Au Soudan, on y croit toujours, mais la mort de plusieurs acteurs du foot suite à la Covid-19, pourrait peser dans la balance. Au Nigéria et au Maroc, le suspense reste entier. D'autres, par contre, ne sont pas passés par quatre chemins pour mettre fin à leur saison. C'est le cas du Cameroun, du Congo, de la République démocratique du Congo, du Rwanda, du Botswana, de l'Ouganda et du Togo. L'annulation du championnat a été le choix dans différents pays, situation moins frustrante puisqu'il n'y a ni champion, ni relégué. Il s'agit de l'Angola, du Burkina Faso, de la Centrafrique, de la Guinée, du Niger, du Cap-Vert, de l'Éthiopie, de la Gambie, de la Guinée Équatoriale, du Libéria, de l'Île Maurice et du Soudan du Sud. D'autres ont reporté leur championnat. L'Égypte, le Gabon, Madagascar, le Mali, la Mauritanie et la Tunisie entretiennent encore la flamme de l'espoir d'un retour à la normale pour reprendre leur saison là où elle s'est arrêtée. ■

Carlo Ancelotti dans le viseur du fisc espagnol



Carlo Ancelotti pourrait être condamné à de lourdes amendes comme Lionel Messi et Cristiano Ronaldo.

Le parquet espagnol a annoncé le 22 juin avoir entamé des poursuites contre l'ancien entraîneur du Real Madrid, Carlo Ancelotti, accusé d'avoir dissimulé au fisc une partie de ses revenus, pour environ un million d'euros. Selon la justice espagnole, le technicien italien aurait déclaré ses salaires perçus en 2014 et 2015, mais pas les revenus de ses droits à l'image, ainsi que ceux dérivés de sa relation avec le club madrilène ou perçus pour des contrats avec d'autres

marques. Selon le procureur, l'entraîneur d'Everton a agi avec l'intention d'échapper de manière injustifiée à ses obligations envers le Trésor public. Ancelotti est accusé de s'être appuyé sur un réseau complexe de sociétés écrans afin de cacher l'identité du bénéficiaire réel de ces revenus. Ces dernières années, de nombreuses stars du football ont été prises pour cibles par le fisc espagnol, notamment Lionel Messi et Cristiano Ronaldo, condamnés à payer de lourdes amendes. ■

A.N

CARTONS DE LA SEMAINE

Le **Real Madrid** avait une occasion en or. Et il l'a saisie, sans avoir nécessairement eu besoin de briller face à une vraie adversité. Sur la pelouse de la Real Sociedad, dimanche 21 juin, les Merengues sont allés chercher une troisième victoire de rang en Liga depuis la reprise (1-2). Associée au nul concédé par le FC Barcelone face à Séville le vendredi 19 juin, elle leur permet de prendre la tête du championnat.

L'information risque de ternir son image. Déjà au centre des critiques pour avoir organisé l'Adria Tour dans des conditions de sécurité sanitaire légères, le tennisman **Novak Djokovic** a refusé de se faire tester au Covid-19 à Zadar en Croatie, contrairement aux autres joueurs engagés. Le numéro 1 mondial a justifié son choix en indiquant qu'il n'avait pas de symptômes.

ANGE FREDDY : L'AUTRE WEB-HUMORISTE STAR DE LA TOILE

Internet est devenu en l'espace de quelques années le terrain de jeu favori de nombreux jeunes humoristes. Certains parviennent à tirer leur épingle du jeu, comme Ange Freddy Guessan, qui réussit à chacune de ses vidéos à arracher le sourire à de nombreux internautes. À 26 ans, il souhaite inscrire son nom dans l'annuaire des grands web-humoristes ivoiriens.

ANTHONY NIAMKE



Ange Freddy fait partie de la nouvelle génération d'humoriste ivoirien sur qui la Côte d'Ivoire peut compter.

L'humour sur le web est depuis quelques années le nouveau canal d'expression des jeunes acteurs de talent. Tournant en dérision des faits de société pour véhiculer un message, les web-humoristes ivoiriens ont de plus en plus le vent en poupe. Mais l'un d'eux se démarque. Il s'agit de Ange Freddy Guessan à l'état-civil, plus connu sur le web sur le pseudo d'Ange Freddy. Ce jeune humoriste ivoirien a réussi à s'imposer et à attirer la sympathie des réseaux sociaux autour de

ses vidéos. Pourtant, rien ne le prédestinait à embrasser une carrière d'humoriste.

Étoile montante du rire

Étudiant en droit, Ange Freddy se rend très vite compte de sa passion pour l'art et la culture. Il décide alors d'abandonner la fac pour se consacrer à son premier amour, la photographie. Le natif de Bouaké s'envole pour la Tunisie, où il s'inscrit à l'Académie d'art de Carthage afin de se perfectionner dans la photographie numérique. Durant sa

formation, il remportera d'ailleurs son premier prix, en 2013, celui du « Meilleur jeune talent ivoirien » dans la catégorie photographie. Finalement, à force de talent, Ange Freddy se découvre un nouveau hobby, celui d'humoriste et décide en novembre 2014 de se lancer. « L'humour, c'est par pur hasard que je m'y suis adonné. C'est pendant ma formation en photographie à Tunis que cette passion a grandi, jusqu'à devenir un métier », confie-t-il. De fil en aiguille, les premières vidéos comiques d'Ange Freddy sont appréciées et font sensation sur la toile. En mars 2015, il parvient à décrocher avec ses amis les prix Étalon d'Or du meilleur court métrage et du meilleur acteur au Mini Fespaco de Tunisie. En 2016, il est de retour en Côte d'Ivoire et décide de se reconverter en vidéaste. S'ensuivront une pile de vidéos drôles qui seront postées sur Facebook, dont certaines cumulent environ deux millions de vues. De plus en plus en vogue sur le web, Ange Freddy scintille aux yeux des professionnels du milieu, comme la télévision nationale et le célèbre humoriste Mamane. Aujourd'hui, il totalise près de 400 000 abonnés sur Facebook, 700 000 sur Instagram et 78 000 sur Twitter. ■

INFO PEOPLE

JUSTIN BIEBER DÉMENT TOUTE AGRESSION SEXUELLE

Le chanteur canadien Justin Bieber est accusé d'agression sexuelle par une internaute qui affirme que l'artiste aurait abusé d'elle le 9 mars 2014 au Four Seasons, alors qu'il était en couple avec Selena Gomez. Bien décidé à ne pas se laisser faire, il a fait une sortie le 21 juin sur son compte Twitter pour le démentir. C'est à l'aide d'e-mails et de factures que le chanteur a affirmé pouvoir prouver qu'il n'avait pas séjourné au Four Seasons au moment des faits, mais dans un AirBnB. La nuit suivante, c'est au Westin qu'il aurait passé la soirée avec Selena Gomez et des amis. Ne souhaitant pas que sa réputation soit entachée, il affirme vouloir porter plainte.



INFO PEOPLE

AMEL BENT : SON ÉPOUX RISQUE 5 ANS DE PRISON

Patrick Antonelli, l'époux de la chanteuse française Amel Bent, pourrait retourner en prison dès le 8 juillet. Il est accusé de corruption, modification frauduleuse d'un système de données et obtention frauduleuse de documents administratifs par le tribunal correctionnel de Nanterre. À l'issue du procès, le procureur a requis 5 ans de prison avec mandat de dépôt, dont deux avec sursis, et une amende de 150 000 euros. À l'aide d'une complice qui travaillait à la préfecture des Hauts-de-Seine, il avait fourni 258 permis frauduleux. Selon lui, il aurait agi par amour pour sa femme. En 2016, il avait passé 4 mois derrière les barreaux, période mal vécue par l'artiste. Hélas pour elle, le cauchemar pourrait recommencer d'ici trois semaines.



Journal d'Abidjan
Libido

Directeur de publication :
Ousmane DIALLO

Directeur Général :
Mahamadou CAMARA

Directrice Déléguée :
Aurélien DUPIN

Rédacteur en chef :
Ouakaltio OUATTARA

Sécretaire Général :
Eric DIOMANDE

Ont collaboré à ce numéro :
Malick S. - Anthony N. - Raphael TANO

Infographiste : J Christophe ALLEGRA

Service commercial :
Ismaël OUATTARA

JOURNAL D'ABIDJAN, édité par JDA SARL, imprimé à Abidjan en 5.000 ex. Dépôt légal : 12871 du 23 Mai 2016 JDA SARL : Cocody, Rue du Lycée Technique, Immeuble N2-Abidjan. Tél : + 225 22 01 99 99 www.jda.ci / contact@jda.ci



YeQar

Découvrez cette nouvelle
marque de prêt à porter
moderne et chic.
Les pièces sont faites avec
une attention particulière
aux détails.



Made in Côte d'Ivoire